

Manifestation de l'opposition

## La police : les limiers du régime despotique d'Ali Bongo ?

*La réponse aurait été donnée, le samedi 23 juillet dernier, non loin du Rond-point de la Démocratie. Trop occupée à traquer les opposants et les membres de la société civile, quand elle ne se livre pas, elle-même, aux crimes sur commande, la police gabonaise ne protège pas le citoyen. Elle est devenue le pilier de violence d'un pouvoir aux abois.*

**Charles Mendome**

Dans les locaux de son administration, et jusque dans les rues, la police gabonaise donne d'elle-même, une image qui est un excellent reflet de la représentation qu'on se fait du régime d'Ali Bongo : amoral, cupide et répressif.

### Une police amoral et cupide

Il est courant de voir ces soudards, en proie à l'ivresse, s'avancer en titubant. Sans aucun respect pour l'uniforme qu'ils portent dont le caractère militaire, national et sacré est affirmé par des attributs ou des insignes nettement définis. Il est encore plus courant de les prendre en flagrant délit de racket sur les petits commerçants et plus particulièrement, sur les transporteurs, aux barrages routiers innombrables faisant office, de guet-apens qui étonnent d'abord, puis révoltent les voyageurs. On est là en présence des signes d'une République bananière.



*Casimir Oyé Mba vient de subir les affres d'une police politique qui travaille pour le maintien au pouvoir d'Ali Bongo. Photo du milieu : Jacques Adiahénot a reçu en pleine poitrine une bombe lacrymogène, preuve que la police nationale s'est transformée en une milice armée, sauvage et destructrice. Photo de droite : ces femmes n'ont d'autre choix que de fuir la fureur d'une police diabolique.*

### Une police répressive et antipatriotique

Elle agit, tels ces grands chiens dressés pour servir à la chasse de gros gibiers. Le samedi 23 juillet dernier, la police l'a démontré (voir l'article d'Orca Boudiandza



Mouélé à la page 4). Bien entendu, des prétextes, plus légalistes, sont avancés, au gré des circonstances pour justifier sa présence permanente dans les rues : le maintien de l'ordre face aux différentes manifestations des contestataires du pouvoir établi ; la restauration de



l'autorité de l'Etat, en forçant, les armes à la main, les nombreux citoyens au respect des institutions. Bref, le pouvoir d'Ali Bongo, successeur patenté de son père putatif, invente toujours de nouveaux prétextes pour justifier le déploiement des contingents de la police, de

plus en plus en butte à l'hostilité des citoyens.

C'est un aspect de la violence institutionnelle sous laquelle vit ce malheureux pays. Le penchant de la police gabonaise pour la brutalité et l'exaction, pour la violence qui peut aller jusqu'à l'atrocité, est si révoltant qu'il n'existe pas de mots assez sévères pour la flétrir. Conséquence fatale, l'inaptitude de la police aux missions traditionnelles, voire son désintérêt pour de telles tâches sont flagrantes. Des criminels, qui seraient, ailleurs, déclarés ennemis publics, se promènent librement dans la nature,

narguant l'impuissance des prétendues forces de l'ordre. Les évasions réussies de détenus ne se comptent plus. L'insécurité s'étend sans cesse, concrétisée par diverses agressions de nuit, même de jour contre les plus honorables des citoyens. La découverte de corps affreusement mutilés de Gabonais est légion. Bien entendu, la lumière n'a pas encore été faite sur ces crimes imputés à la galaxie d'Ali Bongo. Il n'est pas sûr qu'aucune enquête sérieuse n'ait jamais été entreprise !

Les policiers non ou mal payés se transforment en gangsters, beaucoup ne résistent pas à l'attrait d'une activité fructueuse et si peu risquée à la fois. La chronique des faits divers retentit constamment de ces métamorphoses, créant un climat d'insécurité qui ne peut laisser d'influence sur les libertés individuelles, fondamentales ou d'initiative et, encore plus, sur l'activité économique en général, et donc sur le développement.

Ainsi le pays baigne dans une atmosphère de fraude et de truchage qui l'a asphyxié lentement, mais sûrement depuis 2009. C'est comme une apocalypse rampante. ■

## Un journaliste de l'AFP passé à tabac par les forces de police

**C.M**

Lors de la manifestation publique organisée par les partis politiques de l'opposition, les candidats et l'Union sacrée pour la



sont chargés d'assurer l'ordre. Au lieu de cela, ils ont assuré le désordre, tabassant même les journalistes qui sont normalement neutres, ni pro-régime, ni pro-opposition. Ce qui, d'ailleurs, les met parfois entre